

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Petru Lucinschi, Président de la République de Moldavie, sur l'aide financière à la Moldavie, son rapprochement de l'Union européenne, la proposition de destruction des armes stockées en Transdnistrie et le développement des échanges et des investissements entre la France et la Moldavie, Chisinau le 4 septembre 1998.

M. PETRU LUCINSCHI - Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, honorable assistance, chers journalistes, la visite du Président Chirac, représentant d'une grande puissance occidentale dans notre pays, est une preuve que la France soutient les efforts de la République de Moldavie dans la promotion des réformes, la consolidation de la stabilité et l'intégration européenne. La République française, détient une place à part dans la politique extérieure de notre pays. Ceci s'explique par nos origines latines communes, par notre intérêt traditionnel envers la France, ses traditions, sa langue, sa culture, mais également par le rôle très important que joue la France non seulement dans les destinées du continent européen, mais aussi dans la politique mondiale. Les conversations que nous avons eues avec le Président français se sont axées sur l'évaluation de l'évolution des rapports bilatéraux dans différents domaines et sur l'identification de nouvelles perspectives de la collaboration bilatérale.

Nous avons parlé de la situation interne en Moldavie, des voies de la solution du problème transdnistrien. Nous avons réitéré notre désir d'adhésion à l'Union européenne que nous considérons comme l'objectif stratégique de la Moldavie.

Nous avons souligné encore une fois, que nous tenons beaucoup à ce que la France devienne le principal soutien du processus de l'intégration de la Moldavie à l'Union européenne.

Un sujet prioritaire de nos entretiens a été la dimension économique de nos relations bilatérales. Nous avons constaté avec satisfaction que ces derniers temps nous avons enregistré de grands progrès. Nous voudrions que les échanges commerciaux deviennent appropriés à nos relations politiques.

Nous avons abordé une série de problèmes concrets. Je veux vous informer qu'en 1996, la France occupait seulement la 22ème place dans le commerce extérieur de la Moldavie. Cette année, c'est déjà la 11ème place.

Nous avons discuté de la situation actuelle en ce qui concerne la crise financière en Russie.

Nous n'avons pas passé sous silence les problèmes de notre coopération culturelle, humanitaire.

Nous considérons que notre coopération dans ce domaine est assez fructueuse. Nous avons décidé de faire des efforts en commun pour continuer dans la même voie.

Nous donnons une haute appréciation au résultat de cette visite qui a marqué un grand tournant

qui donnera une impulsion à l'évolution des relations bilatérales sur tous les aspects.

Je suis convaincu que cette visite contribuera à l'amélioration du climat de sécurité dans cette région et fera de la République de Moldavie un facteur de stabilité régionale.

Merci.

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord remercier le Président de la République de Moldavie pour son accueil, remercier aussi la population de cette belle capitale qui nous a réservé un accueil tout à fait exceptionnel et qui m'a beaucoup touché.

Je suis venu ici pour apporter à la Moldavie, je l'ai dit, je ne le développerai pas longuement, un message de considération et d'amitié, un message de soutien aux efforts engagés pour enraciner la démocratie et pour assumer courageusement les réformes indispensables pour adapter la Moldavie au monde moderne.

Je suis venu aussi saluer un pays qui appartient à l'espace francophone et qui apporte beaucoup de ce point de vue. Vous avez pu observer tout à l'heure le nombre de jeunes qui, à l'évidence, cela se voyait dans leurs réactions, comprenaient parfaitement le français. C'est impressionnant de se trouver ici au coeur de ce pays, certes latin, mais dont l'histoire et la géographie l'ont éloigné du reste de la famille latine, c'est émouvant de voir tous ces jeunes qui comprennent et qui parlent le français et qui, par conséquent, ont voulu l'étudier et ont manifesté ainsi l'intérêt qu'ils portaient à notre langue et donc à notre culture.

Je remercie les journalistes moldaves qui sont ici présents. Je remercie également les journalistes français qui sont venus avec moi, ainsi que les journalistes, plus généralement, des autres nationalités. Nous sommes tout prêts, le Président et moi, à répondre aux questions que vous voudriez nous poser.

QUESTION - J'ai deux questions qui sont très courtes. M. le Président Petru Lucinschi, dans quelle mesure la République de Moldavie est affectée par la crise en Russie et si vous en avez discuté avec votre homologue, éventuellement quel est le soutien que la France pourrait accorder à la République de Moldavie. La deuxième partie de la question est adressée à M. Jacques Chirac, si la France est décidée à soutenir la République de Moldavie individuellement ou dans le cadre du groupe des sept, quelles seraient les manifestations concrètes de ce soutien ?

M. PETRU LUCINSCHI - La Moldavie est sans doute affectée par la crise de la Russie. Je vous donnerai un chiffre, en deux mois, nous avons perdu 5 % de notre produit intérieur brut. Si l'économie mondiale va perdre 1,5 %, c'est évident, mais nous espérons que du point de vue du maintien du cours de notre monnaie nationale, nous serons en mesure de le préserver contre l'écroulement, de le maintenir. Peut-être qu'il y aura de petites déviations. Je pense aux ressources en devises. Mais sans doute sans l'aide de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International, il nous sera très difficile de nous sortir de cette crise. J'ai adressé au Président Chirac la demande d'intervenir auprès du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale pour faire mener les discussions avec nous, afin de réaliser un programme spécial pour la Moldavie pour que nous puissions sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons.

LE PRESIDENT - Oui, la Moldavie fait face, une fois de plus courageusement à la situation et aux contraintes pour elle de la situation en Russie et que le Président vient de rappeler. Le Président m'a effectivement demandé de m'associer aux efforts concernant l'aide que pourraient apporter aussi bien le Fonds Monétaire International que la Banque mondiale dans un cadre déterminé. J'ai indiqué au Président qu'effectivement j'avais l'intention d'intervenir et que le gouvernement français interviendrait, le Ministre des Affaires étrangères notamment, auprès du Directeur général du FMI et du Directeur général de la Banque mondiale.

D'autre part, la question m'a été posée de savoir dans quel cadre la France pourrait agir. Il a évoqué le groupe des sept, c'est vrai. Le groupe des sept a dégagé des moyens financiers importants pour l'aide internationale et qui intéresse tous les pays touchés par la crise et notamment la Moldavie et, également et surtout peut-être, l'Union européenne qui apporte une aide non négligeable à la Moldavie et une aide naturelle, normale, au titre de la solidarité qui doit s'exprimer entre les membres d'une même famille. J'indiquais tout à l'heure aux représentants du Parlement, que cette solidarité était une sorte de règle de droit dans une Europe qui veut se

construire. Quand il y a un problème, il faut que chacun se sente concerné. L'Union européenne apporte une aide non négligeable, je le répète, normale et naturelle à la Moldavie et elle adaptera cette aide aux besoins de la Moldavie dans toute la mesure de ses possibilités, la France notamment. Quand l'Union européenne verse des sommes, 20 % du total est versé par la France, ce qui représente des sommes importantes. Quand l'Union européenne avec quinze, verse 100, la France verse 20 à l'intérieur de ces 100.

QUESTION - Monsieur le Président, c'est à vous que je voudrais poser la question. Vous parliez tout à l'heure de l'absence dans notre pays d'un journal, c'est-à-dire d'une revue en français, il s'agissait d'une revue qui paraît en anglais " Welcome ". Ce n'est pas vrai, je voulais le dire, parce qu'une revue en français existe, elle s'appelle " le Courrier de Moldavie ". Le problème est que nous n'avons qu'un seul numéro de paru. Nous avons sept numéros sur ordinateur. Mais le problème est que faute de moyens nous ne pouvons pas faire paraître cette revue. La question que je pose est, la partie française pourrait-elle donner un coup de pouce à cette attention ?

LE PRESIDENT - Chère Madame, je ne connais pas le problème, mais je l'ai bien noté. Le Ministre des Affaires étrangères l'a noté également, nous verrons ce que nous pouvons faire pour aider vos efforts. Ce n'est pas moi qui avait dit qu'il n'y avait pas de revue française en Moldavie, c'était une charmante jeune fille qui était intervenue pour souligner ce qu'elle croyait être la réalité.

QUESTION - Par quelles modalités la France peut-elle aider la Moldavie à entrer dans l'Union européenne.

LE PRESIDENT - L'Union européenne est une construction qui a commencé dans les années 60, qui se développe et qui, à mon avis, ira dans les vingt ans qui viennent à son terme en couvrant la totalité des pays européens. Nous étions six au début, quinze aujourd'hui. Pour entrer dans la communauté européenne, il ne suffit pas de s'inscrire, il faut avoir une situation économique qui permette notamment de supporter les contraintes que fait porter l'Union européenne sur ses membres. Donc, il y a forcément une période d'adaptation. Pour le moment, il y a un certain nombre de pays qui sont candidats. Je pense que dans les prochaines années, un certain nombre d'entre eux pourront entrer dans l'Union européenne, être intégrés dans l'Union européenne. Les autres devront suivre le chemin nécessaire pour accéder à cette solidarité générale. Ce que je peux vous dire, c'est que la France considère que la Moldavie est européenne, qu'elle est un membre de la famille européenne et que tout doit être fait pour que, le moment venu, elle puisse trouver sa place entière à la table de la famille européenne. La France la soutiendra.

M. PETRU LUCINSCHI - Je pourrais ajouter que la France a déjà eu de l'influence parce que, lorsque nous avons introduit la monnaie nationale, les lei ont été imprimés en France !

QUESTION - Monsieur le Président, Monsieur le Président Lucinschi, je suis très heureux de vous voir une année après votre visite à Paris et l'interview que vous avez donnée au journal "Adevarul". Une question liée à la coopération, la Moldavie, l'Ukraine et la Roumanie ont signé un accord qui leur sert à mettre en valeur le Danube du point de vue commercial et économique. Quels sont les rapports dans ce mécanisme trilatéral dans ces conditions de crise et que pourrait faire la France comme amie des trois pays pour influencer la situation dans ces trois pays ?

M. PETRU LUCINSCHI - L'accord a été signé l'année passée, maintenant il y a plusieurs projets réalisés dans le cadre de cet accord et j'espère que ces jours-ci on va en discuter. Ce matin, j'ai longuement parlé avec M. Koutchma, avant l'arrivée de M. Chirac et nous avons convenu de nous rencontrer avec M. Constantinescu à Bucarest et nous allons discuter sur les projets et sur les règlements de cette zone économique libre que nous voulons créer. Au cas où nous présenterons des projets concrets de coopération qui pourraient intéresser la France, je crois que la bonne attitude de la France envers les trois pays, s'il y a un projet attractif, pourrait s'inclure selon ces promesses.

QUESTION - Une question pour M. le Président Chirac, la Transdnistrie, c'est la pierre d'achoppement de cette zone qui crée un état d'instabilité pour tout le monde, non seulement pour la Moldavie, non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour les voisins qui sont plus éloignés. Cela, à cause, en premier lieu, des stocks énormes d'armement qui sont déposés là-bas. Comment la France pourrait-elle influencer la communauté internationale pour qu'elle

pas. Comment la France pourrait-elle influencer la communauté internationale pour qu'elle intervienne dans la solution de ce problème, d'autant plus que vous nous avez dit qu'aujourd'hui vous en avez discuté pendant les entretiens ?

LE PRESIDENT - C'est une situation à la fois anormale et inquiétante que celle que vous venez d'évoquer. J'ai souvent, le Ministre français des Affaires étrangères également, évoqué ce problème avec le Président russe et avec le gouvernement russe. Je dois dire que, lorsqu'on en parle avec le Président Eltsine, on a une position extrêmement ouverte et positive. Le problème est qu'il y a un certain nombre de forces qui s'exercent dans le sens du maintien d'une activité qui finalement trouble, il faut bien le dire, tout le monde dans cette région.

L'OSCE et sa mission s'efforcent, et la France avec elle, de trouver une solution. Cette solution ne peut être raisonnablement recherchée que dans un statut d'autonomie, je ne veux pas faire d'ingérence dans les affaires intérieures naturellement de la Moldavie, mais mon sentiment personnel est que, comme d'autres régions, seul un statut d'autonomie à l'intérieur des frontières internationalement reconnues est de nature à permettre la mise en oeuvre d'une solution qui soit une solution à long terme.

Je le répète, la France fait ce qu'elle peut chaque fois qu'elle en a l'occasion, notamment à l'OSCE, dans la mission de l'OSCE et j'ai renouvelé, en particulier, la proposition de la France qui avait été faite de s'associer techniquement à la destruction des stocks d'armes qui existent là-bas et qui sont tout à fait, tout à fait déraisonnables et dangereux.

QUESTION - Nous avons appris qu'un grave accident de santé avait touché notre ministre de l'Intérieur. Je pense que vous avez dû avoir des nouvelles récemment. Pouvez-vous nous donner votre sentiment ?

LE PRESIDENT - J'ai été naturellement tenu informé, dès mercredi, de l'accident de santé de M. Chevenement. Je ne peux qu'exprimer des vœux, très sincères naturellement, de très rapide et très complet rétablissement de la santé de M. Chevenement, et je voudrais aussi, naturellement, exprimer à son épouse, et aux siens, mon amitié dans cette épreuve. Mais, je crois comprendre que les médecins sont un peu plus optimistes.

QUESTION - Monsieur le Président Chirac, dites-moi, s'il vous plaît, quelle est la place que vous réservez dans votre politique extérieure à des pays tels que la Moldavie, et pourquoi vous considérez ce pays comme une priorité, si j'ai bien compris ?

LE PRESIDENT - Je disais, tout à l'heure, les liens qui nous attachent à la Moldavie : les liens d'histoire, de culture, d'intérêt. Deuxièmement, nous sommes très attachés à la stabilité dans cette région, c'est important à nos yeux, et aux progrès, petit à petit, des conditions qui permettront à l'Europe de s'élargir jusqu'à ses frontières naturelles. Donc, tout ce qui touche cette région, et pas seulement la Moldavie, est pour nous une priorité, parce que cela s'inscrit dans l'effort général de démocratisation et de paix que nous voulons pour l'Europe du prochain siècle.

Alors, dans ce contexte naturellement, on a des affinités plus ou moins grandes, et avec la Moldavie, pour toutes les raisons que l'on sait, nous avons des affinités grandes, de l'amitié, je dirais de l'affection, des échanges qui vont s'amplifier. Alors, nous sommes heureux de nous voir, voilà pourquoi, la Moldavie est une priorité peut-être plus de notre coeur que de notre raison.

QUESTION - Je voudrais revenir sur votre visite d'il y a une année. Vous étiez en France et vous disiez sur TV5 que vous n'étiez pas content des échanges commerciaux, entre la France et la Moldavie, et aujourd'hui, vous dites qu'ils sont prometteurs mais pas encore satisfaisants. Qui est quand même coupable de cet état de chose ? La partie française est trop timide ou peut-être est-ce la partie moldave qui ne crée pas de condition ?

Monsieur Chirac, vous avez la réputation d'être gaulliste, mais il faut que je vous pose la question ouvertement, vous êtes venu avant Clinton, est-ce que cela voudrait dire que nous sommes rentrés dans la sphère de vos préoccupations économiques. J'aimerais savoir si la firme Lafarge, dont on parle beaucoup, va faire un investissement qui soit meilleur qu'en Roumanie parce que l'on sait qu'il y a eu certains problèmes ?

M. PETRU LUCINSCHI - Cette année-ci, la situation a changé de façon radicale, de la vingt-deuxième place la France est passée à la onzième place de notre commerce extérieur. En argent, cela constitue un accroissement de 7,8 millions de dollars. Je dirais que la situation est incomparablement meilleure. Mais pourquoi, quand même, ne sommes-nous pas satisfaits ?

J'ai une connaissance, c'est un ami, qui veut se marier et qui analyse toujours très attentivement, il cherche une jeune fille appropriée avec beaucoup d'expériences. La France est un pays qui a beaucoup d'expériences, qui nous étudie comme une jeune mariée pour savoir de quoi nous sommes capables. Mais je crois, sérieusement, que les derniers temps nous montrons des tendances prometteuses et nous allons rendre visite maintenant au siège de France Télécom ou Voxtel ?, qui constitue aussi un bon signe mais après la visite de M. Chirac qui est accompagné par tant d'illustres hommes d'affaires, les choses vont bouger en mieux.

LE PRESIDENT - Le journaliste, qui a posé la question, s'est demandé si les choses s'amélioreraient, et si elles n'étaient pas encore satisfaisantes, si c'était la faute de la France ou la faute de la Moldavie.

Je voudrais lui dire que les choses s'améliorent beaucoup, et pas seulement pour Lafarge à qui je souhaite succès en Moldavie naturellement. Le Président vient de dire que nous étions passés du vingt-deuxième rang au dixième ou onzième rang en matière d'échanges. Mais nous étions hier le deuxième investisseur en Moldavie et nous sommes en train, avec les projets actuels, de devenir le premier investisseur étranger en Moldavie. C'est dire que les choses ont tout de même beaucoup évolué.

Quand nous disons que nous avons une priorité en direction de la Moldavie, ce n'est pas seulement une priorité dans les discours, dans les propos. C'est une priorité concrète.

Nous avons parlé naturellement avec le Président, j'ai parlé aussi avec le Premier ministre, nous avons eu une réunion gouvernementale avec les ministres français et leurs homologues de Moldavie. Nous avons décliné toute une série de possibilités extrêmement importantes de coopération économique et financière, et notamment d'investissement français.

Actuellement, il y a, si j'ose dire, dans les studios de très, très importantes opérations. Alors, toutes ne réussiront certainement pas. Chacun doit trouver naturellement son intérêt quand on fait les affaires. Mais, la France aura une position tout à fait importante en Moldavie et cela est une situation nouvelle et je m'en réjouis.

QUESTION - Est-ce que la France pourrait devenir un exemple pour la Moldavie et quels investissements français dans l'économie moldave voyez-vous dans une perspective immédiatement plus optimiste ?

M. PETRU LUCINSCHI - La France, non seulement, peut devenir un modèle pour nous, elle l'est déjà. Comme vous l'avez remarqué pendant cette visite, notre coopération dans le domaine culturel et humanitaire a tendance à suivre le modèle français et à réaliser des choses. Je crois qu'après les entretiens d'aujourd'hui nous allons avancer dans le domaine culturel y compris dans la façon de préserver la langue française. J'ai été beaucoup impressionné par le nombre de jeunes gens qui parlent français, un français parfait. Je veux dire que dans près de 90 % des

écoles moldaves, on apprend le français en tant que première langue étrangère. J'espère que cette collaboration culturelle améliorera la situation culturelle en Moldavie.

LE PRESIDENT - La France n'est pas un modèle, elle ne veut pas être un modèle pour la Moldavie, elle veut être un ami.

M. PETRU LUCINSCHI - Mesdames et Messieurs je vous remercie pour l'intérêt que vous avez manifesté envers la Moldavie, spécialement les journalistes moldaves et français.